

Arrêté n° 1121 DIPAC du 5 juillet 2012 relatif aux grilles de traitements indiciaires des fonctionnaires des communes, de leurs groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs

Paru in extenso au journal officiel n°29 NS du 12/07/2012 à la page 2016 dans la partie ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Version en vigueur au 01/07/2025

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chevalier de l'ordre national du Mérite,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs et notamment son article 62 ;
Vu les accords de la fonction publique communale de la Polynésie française du 12 juillet 2006 ;
Vu le protocole d'accord sur les grilles indiciaires des cadres d'emplois du 29 octobre 2007 ;
Vu l'arrêté n° 1116 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois "conception et encadrement" ;
Vu l'arrêté n° 1117 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois "maîtrise" ;
Vu l'arrêté n° 1118 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois "application" ;
Vu l'arrêté n° 1119 du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois "exécution" ;
Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique des communes de Polynésie française du 26 mars 2012 ;
Vu la saisine du conseil supérieur de la fonction publique des communes de Polynésie française du 24 mai 2012 ;
Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République française.

Arrête :

Article 1er

Les grilles des salaires mensuels des fonctionnaires des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs sont fixées à compter du 1er août 2012 selon le barème joint en annexe I du présent arrêté.

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° HC 340 DIRAJ/BAJC du 21 juin 2023*

Les fonctionnaires mentionnés à l'article 1er ainsi que les agents contractuels de droit public bénéficient de plein droit d'une indemnité de garantie de rémunération minimale lorsque la rémunération mensuelle qui leur est allouée en application du présent arrêté ou de leur contrat est inférieure au montant du salaire minimum garanti par la réglementation locale en matière de travail pour les salariés.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° HC 225 DIRAJ/BAJC/bt du 2 mai 2025*

I.- Pour les agents rémunérés par référence à un indice, l'indemnité mentionnée à l'article 2 est égale à la différence entre le montant brut mensuel du salaire minimum applicable, calculé sur la base d'un service à temps complet et le montant brut mensuel du traitement indiciaire des bénéficiaires.

Pour les agents contractuels dont la rémunération mensuelle n'est pas fixée par référence à un indice de la fonction publique, l'indemnité est égale à la différence entre le montant brut mensuel du salaire minimum applicable tel que défini à l'alinéa ci-dessus et le montant de la rémunération mensuelle brute qui leur est allouée pour un service à temps complet.

Au montant brut mensuel du traitement indiciaire ou au montant de la rémunération mensuelle brute des agents respectivement mentionnés au premier et au deuxième alinéa du présent article est ajoutée la valeur des avantages en nature liés au logement éventuellement alloués.

II.- L'indemnité est réduite au prorata de la durée des services lorsque les intéressés occupent un emploi à temps non complet.

L'indemnité suit le sort du traitement en cas de travail à temps partiel et dans les divers cas d'absence.

III.- Pour les agents rétribués sur une base horaire, l'indemnité horaire est égale à la différence entre le montant brut du taux horaire du salaire minimum applicable et le montant brut de la rémunération horaire qui leur est allouée.

Art. 4

Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2012.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Alexandre ROCHATTE.

Annexe 1 - Barème des fonctionnaires des communes, des groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs applicable à compter du 1er janvier 2023 *Rédaction issue de Arrêté n° HC 338 DIRAJ/BAJC/bt du 25 juin 2025*

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 1121 DIPAC du 5 juillet 2012](#), JOPF n° 29 NS du 12/07/2012 à la page 2016
- [Arrêté n° HC 1306 DIRAJ/BAJC du 9 octobre 2017](#), JOPF n° 83 N du 17/10/2017 à la page 14998
- [Arrêté n° HC 1130 DIRAJ/BAJC du 6 décembre 2021](#), JOPF n° 99 N du 10/12/2021 à la page 29093
Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.
- [Arrêté n° HC 457 DIRAJ/BAJC du 25 mai 2022](#), JOPF n° 44 N du 03/06/2022 à la page 11764
- [Arrêté n° HC 919 DIRAJ/BAJC du 31 octobre 2022](#), JOPF n° 89 N du 08/11/2022 à la page 24702
- [Arrêté n° HC 1025 DIRAJ/BAJC du 12 décembre 2022](#), JOPF n° 100 N du 16/12/2022 à la page 27919
- [Arrêté n° HC 19 DIRAJ/BAJC du 20 janvier 2023](#), JOPF n° 8 N du 27/01/2023 à la page 1625
- [Arrêté n° HC 340 DIRAJ/BAJC du 21 juin 2023](#), JOPF n° 52 N du 30/06/2023 à la page 13596
- [Arrêté n° HC 742 DIRAJ/BAJC du 17 juillet 2023](#), JOPF n° 58 N du 21/07/2023 à la page 15335
Les fonctionnaires au dernier échelon de leur grade, sont reclassés à l'échelon immédiatement supérieur sous réserve d'une ancienneté suffisante pour y prétendre. L'ancienneté des fonctionnaires reclassés à l'échelon immédiatement supérieur à la date du 1er janvier 2024, est reprise dans la limite de vingt-quatre mois.
- [Arrêté n° HC 1069 DIRAJ/BAJC du 6 décembre 2023](#), JOPF n° 100 N du 15/12/2023 à la page 25788
- [Arrêté n° HC 1069 DIRAJ/BAJC du 6 décembre 2023](#), JOPF n° 100 N du 15/12/2023 à la page 25788
- [Arrêté n° HC 225 DIRAJ/BAJC/bt du 2 mai 2025](#), JOPF n° 102 N du 07/05/2025 à la page 4
- [Arrêté n° HC 338 DIRAJ/BAJC/bt du 25 juin 2025](#), JOPF n° 150 N du 27/06/2025 à la page 6
Les fonctionnaires au dernier échelon de leur grade sont reclassés à l'échelon immédiatement supérieur sous réserve d'une ancienneté suffisante pour y prétendre. L'ancienneté des fonctionnaires reclassés à l'échelon immédiatement supérieur à la date du 1er juillet 2025, est reprise dans la limite de vingt-quatre mois.

Annexe 1 - Barème des fonctionnaires des communes, des groupements de communes ainsi que leurs établissements publics administratifs applicable à compter du 1er janvier 2024

Conception et encadrement

Grade de conseiller/capitaine/directeur de police municipal

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	243	253	263	273	283	293	303	314	325	336	347	359	371	383	395

Grade de conseiller qualifié/commandant/directeur de police municipale qualifié

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	283	294	305	316	327	338	349	361	373	385	397	410	423	436	449

Grade de conseiller principal/lieutenant-colonel/directeur de police municipale principal

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	329	341	353	365	377	389	401	413	425	437	449	462	475	488	501

Grades provisoires

Echelon	Conseiller		Conseiller qualifié		Conseiller principal	
	1	2	1	2	1	2
Durée (mois)	12	18-24	12	18-24	12	18-24
IB arrondi	187	217	230	260	273	303

Administrateur**Garde administrateur communal**

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	355	369	383	397	411	425	439	453	4667	481	495	509

Maîtrise**Grade de technicien/major/chef de service de classe normale**

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	190	198	206	214	222	230	238	247	256	265	274	284	294	304	314

Grade de technicien de classe exceptionnelle

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	283	248	258	268	278	289	300	311	322

Grade de technicien principal/lieutenant/chef de service de classe exceptionnelle

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	231	240	249	258	267	276	285	295	305	315	325	336	347	358	369

Grades provisoires

	Technicien	Technicien principal	
Echelon	1	1	2
Durée	12	12	18-24
IB arrondi	172	180	211

Application

Garde d'adjoint

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	149	155	161	167	173	179	185	192	199	206	213	221	229	237	245

Grade d'adjoint de classe exceptionnelle

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	36-48	36-48	36-48	
IB arrondi	190	197	204	211	218	229	240	251	262

Grade d'adjoint principal

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	188	194	200	206	212	218	224	231	238	245	252	260	268	276	284

Grades provisoires

	Adjoint	Adjoint principal
Echelon	1	1
Durée (mois)	12	12
IB arrondi	135	168

Exécution

Grade d'agent

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	117	118	122	127	132	137	142	148	154	160	166	173	180	187	194

Grade d'agent qualifié

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	118	123	128	133	138	143	148	154	160	166	172	179	186	193	200

Grade d'agent principal

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	123	129	135	141	147	153	159	166	173	180	187	195	203	211	219

Les emplois fonctionnels

1. DGS 2 000 - 10 000 habitants / DGA et DGST 10 000 - 20 000 habitants

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	290	301	312	323	334	345	356	368	380	392	404	417

2. DGS 10 000 - 20 000 habitants / DGA et DGST au-delà de 20 000 habitants

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	340	352	364	376	388	400	412	424	436	448	460	472

3. DGS au-delà de 20 000 habitants et DGS du Centre de gestion et de formation

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Durée (mois)	12	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	24-36	24-36	24-36	24-36	24-36	
IB arrondi	390	403	416	429	442	455	468	482	496	510	524	539

Grades provisoires

	1		2		3	
Echelon	1	2	1	2	1	2
Durée (mois)	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24	18-24
IB arrondi	197	237	240	280	283	323